



## DECISION DU MAIRE

N° 702

DATE

26 août 2024

**Décision de se défendre en justice – Affaire n° 24058407 devant la Commission du contentieux du stationnement payant**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2122-22, alinéa 16,

Vu la délibération n° 2 du Conseil municipal du 11 juillet 2022, portant délégation du Conseil municipal à Madame le Maire, et notamment son alinéa 16,

Vu la requête n° 24058407, enregistrée au greffe de la Commission du contentieux du stationnement payant, par laquelle le requérant demande l'annulation de la majoration d'un forfait post-stationnement,

Vu l'arrêté n° 2024/730T du 2 juillet 2024, portant remplacement de Madame le Maire, pour la période du jeudi 1er août 2024 au samedi 31 août 2024 inclus - Délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,,

Considérant qu'une requête en vue d'obtenir l'annulation de la majoration d'un forfait post-stationnement, a été introduite auprès de la Commission du contentieux du stationnement payant le 1<sup>er</sup> août 2024 et notifiée à la commune de Poissy le 19 août 2024,

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune de se défendre dans ladite procédure intentée contre elle,

### **DÉCIDE :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

De défendre la commune de Poissy, dans le cadre de la procédure n° 24058407, devant la Commission du contentieux du stationnement payant, introduite le 1<sup>er</sup> août 2024 et notifiée à la commune de Poissy le 18 août 2024.

#### **Article 2 :**

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles) ou par voie dématérialisée, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 3 :**

Une ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Germain-en-Laye.

**Pour le Maire empêché et par délégation  
Georges MONNIER**

**#signature#**

**Le Deuxième Adjoint  
Délégué aux espaces publics,  
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 16/09/2024